

250 millions \$: US aide à l'Arménie : OTC

ARTSAKH - ARMENIE

Armenpress

11 septembre 2024

[Pashinyan : le document du 9 novembre n'implique pas que le FSB russe soit présent sur le terrain - ARMENPRESS Agence de presse arménienne](#)

Pashinyan : le document du 9 novembre n'implique pas que le FSB russe soit présent sur le terrain

EREVAN, 11 SEPTEMBRE, ARMENPRESS: Dans la clause 9 du document signé le 9 novembre 2020 entre l'Arménie, la Russie et l'Azerbaïdjan, il est clairement indiqué que toutes les liaisons économiques et de transport dans la région doivent être débloquées. La République d'Arménie doit garantir la sécurité des communications de transport entre les régions occidentales de l'Azerbaïdjan et la République autonome du Nakhitchevan afin d'assurer la libre circulation des citoyens, des véhicules et des marchandises dans les deux sens. Le Premier ministre Pashinyan a fait cette déclaration lors d'une séance de questions-réponses avec le gouvernement à l'Assemblée nationale. Le Premier ministre a cité la première phrase de la clause 9 de la déclaration tripartite du 9 novembre

: « Toutes les liaisons économiques et de transport dans la région doivent être débloquées. » Cela signifie que la clause 9 ne concerne pas uniquement l'établissement de contacts entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan, mais surtout la question plus large du déblocage de toutes les liaisons de transport régionales. Il s'agit de l'ouverture de toutes les liaisons de transport dans la région - telles que le chemin de fer Arménie-Russie à travers Meghri et la route Ijevan-Kazakh, ainsi que les routes de transport routier de l'Arménie vers l'Iran via le Nakhitchevan, l'Azerbaïdjan, l'Azerbaïdjan vers la Russie, le Kazakhstan, et ainsi de suite. L'article 9 porte sur ce point. L'Arménie a-t-elle bloqué la voie ferrée vers l'Iran, l'empêchant de fonctionner ? Si elle est ouverte, faites-le nous savoir et nous y transporterons nos marchandises », a déclaré M. Pashinyan. « Le garant de la sécurité est la République d'Arménie », a souligné le Premier ministre. « Et quiconque prétend que la sécurité est garantie par un pays tiers doit montrer où cela est écrit. Par ailleurs, la République d'Arménie est responsable de l'organisation du trafic routier. Comment la République d'Arménie peut-elle garantir la sécurité si elle n'en est pas responsable ? Comment cela est-il possible ? Si c'était le cas, alors la République d'Arménie garantirait la sécurité de tous les pays et la paix dans le monde », a-t-il souligné : « L'Arménie garantit et organise. Il n'y a rien d'écrit qui exige que quelqu'un d'autre vienne garantir, assurer la sécurité ou organiser. Tout doit être assuré par la République d'Arménie. Cela reflète notre point de vue sur la juridiction et la souveraineté, tel qu'il est exprimé dans le projet « Carrefour de la paix », a-t-il ajouté. La clause 9 stipule également que le contrôle des communications de transport sera exercé par le service des gardes-frontières du service fédéral de sécurité de Russie. « Où est-il écrit que les organes du FSB doivent être présents sur le terrain ? Il n'y a aucune exigence en ce sens. Même si la présence de gardes-frontières russes en Arménie est examinée, elle relève d'un contrat et d'une décision de l'Arménie. Aujourd'hui, l'Arménie décide qu'ils sont présents ; demain, elle peut en décider autrement », a déclaré M. Pashinyan, qui a ajouté que, conformément à l'accord conclu entre les parties, la construction de nouvelles liaisons de transport reliant la République autonome du Nakhitchevan aux régions occidentales de l'Azerbaïdjan sera assurée. « Nous sommes d'accord : venez, passez, qui vous en empêche ? » a déclaré M. Pashinyan. « L'Azerbaïdjan n'est pas d'accord parce qu'il prétend que l'Arménie ne devrait pas assurer la sécurité. » M. Pashinyan a souligné que le document ne limitait pas la souveraineté de la République d'Arménie sur une partie quelconque de son territoire et ne déléguait aucune fonction. Il a ajouté que, compte tenu de la situation de crise, l'Arménie avait précédemment exprimé

sa volonté d'envisager une externalisation sur une base miroir, mais qu'il s'agissait d'un acte de bonne volonté. Selon M. Pashinyan, les déclarations faites par les fonctionnaires de certains pays donnent l'impression qu'ils n'ont pas du tout lu le document ou qu'ils ne l'ont pas lu récemment.

Nor Haratch

8 septembre 2024

[L'Association internationale des spécialistes du génocide a adopté une résolution concernant l'Artsakh - Nor Haratch](#)

L'Association internationale des spécialistes du génocide a adopté une résolution concernant l'Artsakh



L'Association internationale des spécialistes du génocide - IAGS, l'organisation la plus grande et la plus prestigieuse qui étudie les génocides et qui compte environ 700 spécialistes parmi ses membres, a adopté une résolution sur l'Artsakh le 2 septembre, qui mentionne spécifiquement :

« 1.- [l'Association] qualifie le siège du Haut-Karabakh de décembre 2022 à septembre 2023, y compris la fermeture du couloir de Latchine, de création de conditions de vie conduisant à la destruction physique du peuple arménien ou à des dommages physiques des Arméniens locaux, définis par la Convention des Nations Unies sur le génocide, et qui constituent des actes de génocide.□

2.- La déportation forcée des Arméniens en septembre-octobre 2023 par le blocus et les bombardements est un nettoyage ethnique et un crime contre l'humanité.□

3.- Le bombardement de la population civile constitue une violation du droit

international humanitaire.

□4.- La torture et le meurtre de prisonniers de guerre et de civils arméniens constituent une violation du droit international humanitaire.

L'Association appelle :

5.- L'Azerbaïdjan à libérer les prisonniers de guerre arméniens.

6.- L'Azerbaïdjan à mettre en œuvre les décisions de la Cour internationale de Justice.

7.- Le gouvernement de l'Azerbaïdjan à empêcher de nouvelles violations des droits des Arméniens.

8.- Le gouvernement de l'Azerbaïdjan à empêcher de nouvelles déportations d'Arméniens de leur patrie et de respecter l'intégrité territoriale de la République d'Arménie.

9.- À protéger le patrimoine culturel arménien du Haut-Karabakh.

10.- La communauté internationale à protéger le droit à l'autodétermination du Haut-Karabakh.

11.- La communauté internationale à garantir le retour des Arméniens au Haut-Karabakh.

12.- À reconnaître les crimes commis contre les Arméniens du Haut-Karabakh.

13.- À mettre en œuvre des mesures intermédiaires de justice, y compris des sanctions, l'examen de l'affaire par la Cour pénale internationale.

14.- Le Procureur de la Cour Pénale Internationale à enquêter sur les crimes.

15.- L'Azerbaïdjan à retirer ses troupes de la République d'Arménie et respecter le droit à l'autodétermination des Arméniens du Haut-Karabakh.□□ »

Le texte original complet de cette résolution peut être consulté sur le site Internet de l'IAGS ([ici](#)) et la traduction non officielle sur le site Internet du Musée du génocide arménien ([ici](#)).

Nouvelles d'Arménie Magazine

10 septembre 2024

[Erevan et Bakou ont fait leurs devoirs, mais que reste-t-il ? - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Erevan et Bakou ont fait leurs devoirs, mais que reste-t-il ?

Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a déclaré ce lundi que le texte du traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan avait été entièrement approuvé. Cette annonce peut sembler sensationnelle, bien que de nombreuses incertitudes persistent dans cette relation complexe entre les deux pays.

Lors d'une conférence de presse le 31 août, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan avait pourtant affirmé que le projet de traité comportait 17 articles, dont seulement 13 avaient été acceptés. Il avait proposé à Bakou de signer ces points convenus et de continuer les négociations sur les quatre articles restants. C'était donc il y a à peine dix jours. Pourtant, aujourd'hui, le ministre des Affaires étrangères annonce que tous les points ont été approuvés. Cela soulève des questions : comment un accord sur les quatre points restants a-t-il pu être atteint si rapidement ? Pourquoi Pashinyan aurait-il proposé de signer un accord partiel si un compromis total pouvait être trouvé en moins de deux semaines ? Que s'est-il passé pendant cette courte période ?

Qui a fait des concessions, ou quels éléments ont contribué à ce compromis ? Ararat Mirzoyan affirme qu'Erevan appelle Bakou à signer l'accord, mais précise que l'Azerbaïdjan tente d'inclure d'autres questions dans les négociations. Cependant, il ne dévoile pas quelles sont ces questions supplémentaires ni à quoi elles se rapportent.

Nous savons déjà que les deux pays ont convenu de séparer la question du blocus routier du traité de paix. Pourtant, d'autres sujets semblent encore enveloppés de mystère. Par exemple, l'Azerbaïdjan pose comme condition à la signature du traité la modification de la Constitution arménienne, qu'il considère comme une source de revendications territoriales. Ce point de discorde trouve sa source dans la Déclaration d'indépendance de l'Arménie, mentionnée dans la Constitution actuelle, qui renvoie à une décision de 1989. Cette décision des Conseils suprêmes de l'Arménie soviétique et du Haut-Karabakh avait proclamé l'intégration de la région autonome du Haut-Karabakh à l'Arménie.

Cependant, il est clair que cette question constitutionnelle n'est qu'un prétexte pour Bakou. L'Azerbaïdjan, se sentant en position de force, semble réticent à signer un traité de paix. En l'absence d'un consensus entre les grandes puissances sur la question du Caucase, Bakou espère tirer parti de cette situation de concurrence géopolitique. Grâce à sa force militaire ou par la pression politique, l'Azerbaïdjan semble chercher à obtenir davantage de concessions de la part de l'Arménie.

Dans ce contexte, la paix dans le Caucase, et notamment aux frontières arméno-azerbaïdjanaises, ne dépend pas uniquement des négociations entre Erevan et Bakou. Elle dépendra du moment où les grandes puissances parviendront à un accord global sur la région. En attendant, la lutte pour le contrôle de cette partie stratégique du monde se poursuit.

Hakob Badalyan

Nouvelles d'Arménie Magazine

10 septembre 2024

[Le président du Parlement arménien dénie toute légitimité aux leaders du \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le président du Parlement arménien dénie toute légitimité aux leaders du Karabakh exilés en Arménie

Le président du Parlement arménien, Alen Simonian, qui est un loyal partisan du premier ministre Nikol Pachinian, avait déjà eu l'occasion par le passé de dénoncer les activités illégitimes selon lui, des représentants du Karabakh qui avaient pu trouver refuge en Arménie, comme l'ensemble de la population du territoire arménien, après l'offensive militaire azérie des 19 et 20 septembre

2023. Alors que ces anciens responsables s'employaient à constituer un gouvernement du Karabakh en exil à Erevan, il leur avait dénié toute légitimité en agitant la menace de poursuites, pour atteinte à la sécurité de l'Etat arménien. Simonian est revenu à la charge lundi 9 septembre, en indiquant que le gouvernement de l'Arménie ne considérait pas les leaders en exil du Haut-Karabakh comme des représentants légaux de la région et de sa population déplacée. "Légalement, le Nagorno-Karabakh n'existe plus comme entité", a dit froidement le président du Parlement en ajoutant : "Il n'y a plus que nous compatriotes déportés [arméniens du Karabakh] dont le gouvernement arménien règle les problèmes d'excellente manière ". Simonian, qui est l'une des figures de proue de l'équipe politique de Nikol Pachinian, a réitéré cette mise au point après que des membres de l'opposition parlementaire arménienne le sommèrent d'expliquer pourquoi il bloquait les réunions d'une commission mixte de députés d'Arménie et du Karabakh qui avait existé durant plus de trois décennies. "Je pense que nous devons envisager très sérieusement d'abolir ce format parce que le Haut Karabakh, les officiels de l'Artsakh n'existent plus et plus personne ne dispose d'un tel statut désormais en Arménie ", a répliqué Simonian. "La République d'Artsakh s'est dissoute elle-même par décision de ses responsables " a ajouté Simonian depuis le perchoir de l'Assemblée, en balayant les arguments de l'opposition selon lesquels la République, certes non reconnue, figurait dans nombre d'actes législatifs d'Arménie, le premier d'entre eux étant l'acte d'union entre l'Arménie et le Haut-Karabakh proclamé et voté par leurs Parlements (soviétiques) respectifs en 1989 et repris dans la Déclaration d'indépendance de l'Arménie de 1990 puis dans le préambule de la Constitution arménienne de 1995, que Pachinian prévoit justement de reformuler, en l'expurgeant de cette mention que Bakou tient pour un casus belli. Pour ce qui est de la dissolution du Karabakh, Simonian faisait allusion à un décret que le dernier et éphémère président du territoire, Samvel Shahramanian, avait signé en septembre 2023, un peu plus d'une semaine après l'offensive de l'armée azérie qui avait permis à l'Azerbaïdjan de restaurer son plein contrôle sur le Karabakh. En exil à Erevan, Shahramanian avait invalidé ce décret liquidant la République d'Artsakh en décembre 2023, en faisant valoir qu'il avait dû le signer sous la pression des chars azéris, et pour permettre aux Arméniens du Karabakh de se réfugier en sécurité en Arménie. Artur Khachatrian, un député de l'opposition arménienne, avait de la même manière ait valoir lundi que le décret avait permis d'empêcher un "massacre" de la population arménienne autochtone du Karabakh. De même, il a désigné ce décret comme nul et non avenue. "Le terme de 'président du Nagorno-Karabakh'

n'a pas d'existence pour moi ", a toutefois insisté Simonian. S'exprimant ensuite devant les journalistes, il a précisé que les autorités arméniennes devraient "revoir la signification de cet édifice" abritant la représentation permanente du Karabakh à Erevan. Une unité spéciale de la police avait fait irruption dans le siège de la représentation et avait confisqué la voiture de fonction de Shahramanian le 21 juin une semaine après que Pachinian et réitéré sa menace de s'en prendre au leader en exil du Karabakh. Pachinian l'avait accusé d'encourager les réfugiés du Karabakh à participer à des manifestations antigouvernementales à Erevan. Ces menaces intervenaient au lendemain de la réaction indignée de Shahramanian, qui avait dénoncé les allégations de Pachinian selon lesquelles les forces du Karabakh n'auraient pas cherché à repousser l'offensive azérie car les autorités de Stepanakert comme l'opposition arménienne auraient conçu le plan de faire fuir la population de la région en Arménie en vue de le renverser. Témoignant au moins de la paranoïa de Pachinian, une telle théorie ne méritait certes pas d'être prise au sérieux. Mais il convenait malgré tout de rappeler que les forces du Karabakh, dans leur grand dénuement après neuf mois de blocus imposé par Bakou, quasiment désarmées et abandonnées de leurs protecteurs, l'Arménie et la Russie, ne se sont pas rendues sans combattre : les combats n'ont duré que 24 heures mais ils ont été très violents, coûtant la vie à au moins 198 soldats et 25 civils arméniens du Karabakh, les pertes étant équivalentes dans les rangs d'une armée azérie bien supérieure en effectifs comme en armes. Le bureau de Shahramanian n'a pas répondu cette fois aux propos de Simonian. Metakse Hakobian, une députée reconnue du Karabakh elle aussi exilée à Erevan, les a condamnés via Facebook. "La République d'Artsakh a été occupée par l'ennemi, l'Azerbaïdjan, suite à la politique menée par les autorités arméniennes", a-t-elle écrit. Ishkhan Saghatelian, une figure de proue de la principale formation d'opposition, l'alliance Hayastan, a indiqué que le gouvernement de Pachinian persistait à esquiver toute responsabilité dans la perte du Karabakh, tout en exécutant les ordres de l'Azerbaïdjan. Pachinian a répété à plusieurs occasions que la question du Karabakh était une affaire classée pour son gouvernement. Il a publiquement et officiellement reconnu la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Karabakh plusieurs mois avant l'offensive azérie sur le territoire.

RUSSIE

12 septembre 2024

[La Russie a clarifié sa position sur le corridor passant par l'Arménie auprès \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La Russie a clarifié sa position sur le corridor passant par l'Arménie auprès de l'Iran

La Russie a déclaré mercredi 11 septembre qu'elle avait clarifié auprès de l'Iran ses appels renouvelés en faveur d'un corridor de transport vers l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan passant par l'Arménie, ce qui a suscité des réactions de colère de la part de Téhéran.

« Nous sommes en contact permanent avec nos partenaires [iraniens], a déclaré Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Nous avons fourni toutes les clarifications nécessaires à ce sujet. Nous supposons que les arguments que nous avons présentés ont été entendus et acceptés à Téhéran ».

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclenché le tollé iranien en accusant, le 19 août, l'Arménie de « saboter » un accord conclu sous l'égide de la Russie pour la construction d'une autoroute et d'une voie ferrée reliant le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan via le Syunik, la seule province arménienne limitrophe de l'Iran.

Le ministère iranien des Affaires étrangères aurait convoqué l'ambassadeur de Russie à Téhéran la semaine dernière pour mettre en garde Moscou contre toute contribution à des « changements géopolitiques » dans la région. Le ministre des affaires étrangères, Abbas Araghchi, a tweeté le 5 septembre que « toute menace venant du nord, du sud, de l'est ou de l'ouest contre l'intégrité territoriale de nos voisins est [...] une ligne rouge pour l'Iran ». Des législateurs iraniens de haut rang et des médias liés au gouvernement ont ouvert le débat sur l'avenir de l'Iran.

« Il est clair que la campagne d'information anti-russe a été inspirée par certains cercles qui utilisent toutes les occasions, même les plus absurdes, pour semer la discorde dans le partenariat stratégique en expansion entre Moscou et Téhéran », a déclaré M^{me} Zakharova lors d'un point de presse.

« Les insinuations diffusées par les médias au sujet d'une modification des frontières géopolitiques existantes et des menaces pesant sur l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Arménie (...) ne correspondent pas à la réalité », a-t-elle ajouté.

Le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran, Ali Akbar Ahmadian, aurait reçu de telles assurances de la part de son homologue russe, Sergei Shoigu, lors d'une réunion à Saint-Pétersbourg mardi. Selon l'agence de presse iranienne Mehr, M. Shoigu a déclaré à M. Ahmadian que « la Russie adhère aux accords précédents avec Téhéran » concernant les nouvelles liaisons de transport pour le Nakhitchevan.

De même, M^{me} Zakharova a insisté sur le fait que la position de la Russie sur cette question « n'a pas changé ». Moscou souhaite simplement que l'Arménie respecte le paragraphe 9 de l'accord de cessez-le-feu conclu sous l'égide de la Russie, qui a mis fin à la guerre de 2020 au Nagorny-Karabakh.

Il stipule qu'Erevan « garantira la sécurité des liaisons de transport » entre le Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan et que les gardes-frontières russes « contrôleront » la circulation des personnes, des véhicules et des marchandises à travers Syunik. Bakou souhaite que les personnes et les marchandises circulant entre le Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan soient exemptées des contrôles frontaliers arméniens. Erevan rejette ces demandes.

Les responsables arméniens affirment également que l'accord de trêve n'autorise pas les gardes-frontières russes à escorter le trafic à destination et en provenance de l'exclave azerbaïdjanaise, et encore moins à participer aux contrôles frontaliers. Le premier ministre Nikol Pachinian a réaffirmé cette position lorsqu'il s'est exprimé devant le parlement arménien plus tard dans la journée de mercredi.

« Où est-il écrit que les gardes-frontières du FSB doivent être sur le terrain ? » Il n'y a rien de tel dans le texte.

M. Pachinian a également affirmé que la clause citée par les Russes ne limitait pas « la souveraineté de l'Arménie sur une quelconque partie de son territoire ».

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

EUROPE - FRANCE

Armenpress

11 septembre 2024

L'ambassadeur de l'UE assure que la libéralisation des visas est réalisable grâce à des efforts conjoints

EREVAN, 11 SEPTEMBRE, ARMENPRESS:Le chef de la délégation de l'Union européenne auprès de la République d'Arménie, l'ambassadeur Vassilis Maragos, a déclaré qu'il était encore trop tôt pour discuter des détails du processus de libéralisation des visas entre l'Arménie et l'UE.

En réponse à une question d'Armenpress sur le dialogue en cours sur la libéralisation des visas entre l'Arménie et l'UE, l'ambassadeur de l'UE en Arménie a souligné qu'un partenariat solide a déjà été établi entre la République d'Arménie et l'Union européenne dans des domaines tels que les réformes judiciaires, les droits de l'homme, la gestion des frontières et le déploiement de la mission d'observation de l'UE.

« Il s'agit de domaines dans lesquels nous souhaitons poursuivre notre travail, et les équipes techniques des deux parties y collaboreront. En particulier, la sécurité des documents est très importante pour s'assurer que les voyageurs disposent de

passports sûrs et qu'ils peuvent être correctement identifiés. D'autres secteurs qui garantissent la sécurité des voyages et des destinations sont également importants. Cependant, grâce à des efforts conjoints, je pense que nous pouvons atteindre cet objectif important au bénéfice des citoyens de la République d'Arménie », a déclaré M. Maragos.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1199611), original at <https://armenpress.am/fr/article/1199611>

Nouvelles d'Arménie Magazine

11 septembre 2024

[« Arménie : petit pays, grande histoire », présenté dans l'émission « Le Dessous \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

« Arménie : petit pays, grande histoire », présenté dans l'émission « Le Dessous des Cartes » d'ARTE

La chaîne de télévision Arte a diffusé samedi 7 septembre le dossier de 13 minutes « Arménie : petit pays, grande histoire » dans la série « *Le Dessous des Cartes* », une émission présentée par l'excellente journaliste Émilie Aubry. Une très bonne présentation de l'histoire, la géopolitique et la situation actuelle de l'Arménie résumée en quelques minutes. A voir sur Arte ou YouTube et prochainement sur Facebook (Le Dessous des Cartes).

Krikor Amirzayan

Note d'Arte : « Cette semaine, la série d'émissions « Le dessous des cartes » vous emmène à la découverte de l'Arménie, ce petit pays montagneux qui souffre, depuis son indépendance en 1991, d'une situation géographique très complexe, entre le rival azerbaïdjanais et son parrain turc.

Le cas du Haut-Karabagh est particulièrement épineux et a pris une tournure encore plus dramatique en septembre 2023, avec l'exil forcé par l'Azerbaïdjan des Arméniens qui y vivaient, sur fond de désengagement russe et au-delà, d'un certain laisser-faire des Occidentaux, lesquels commercent avec Bakou pour leurs hydrocarbures. L'histoire de l'Arménie est celle d'un pays ancestral qui n'a eu de cesse de devoir résister à de grands empires et d'un peuple qui a subi de terribles massacres au XIX^e siècle puis avec le premier génocide de l'ère moderne, au XX^e siècle ».

Nor Haratch

8 septembre 2024

Message de félicitations de Nikol Pachinian au nouveau Premier ministre français

Le Premier ministre Nikol Pachinian a envoyé un message de félicitations à Michel Barnier à l'occasion de sa nomination au poste de Premier ministre de la République française.

« Veuillez accepter mes chaleureuses félicitations. Je suis convaincu que la riche expérience et les connaissances accumulées au cours de votre longue carrière professionnelle et votre important parcours politique et diplomatique serviront au mieux la France et le peuple français amis.

Je m'engage à contribuer par des efforts communs à l'élargissement de l'agenda global de l'Arménie et de la France et à la mise en œuvre de nouveaux projets ambitieux, y compris dans le domaine de la coopération économique.

(...) J'apprécie grandement votre attention continue aux questions liées à l'Arménie. Je me souviens avec une grande appréciation de votre visite en Arménie pendant les jours difficiles pour notre pays et du soutien que vous avez

manifesté au peuple arménien.

J'attends avec impatience votre visite officielle en Arménie », peut-on lire dans le message adressé.

Nouvelles d'Arménie Magazine

10 septembre 2024

[Nikol Pashinyan a reçu la délégation conduite par le vice-Président de la \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Nikol Pashinyan a reçu la délégation conduite par le vice-Président de la Commission européenne

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a reçu la délégation conduite par M. Margaritis SCHINAS, Vice Président de la Commission européenne chargé de la promotion du mode de vie européen.

Le Premier ministre s'est félicité de la visite de M. Schinas en Arménie et a noté que celle-ci contribuera à la discussion de l'agenda de coopération entre l'Arménie et l'UE et au développement de la coopération. Nikol Pashinyan a souligné que c'est un moment important pour les relations entre l'Union européenne et la République d'Arménie. « Les négociations sur la libéralisation du régime des visas commencent, une décision a été prise de soutenir la République d'Arménie par le biais de la Facilité européenne de soutien à la paix, ce que nous apprécions hautement », a déclaré le Premier ministre.

Selon Nikol Pashinyan, l'Arménie développe actuellement son agenda avec l'Union européenne. Le Premier ministre a ajouté que, notamment après son discours au Parlement européen l'année dernière, des discussions sont en cours dans notre pays concernant la possibilité pour la République d'Arménie de faire

partie de l'Union européenne. « Ce n'est pas une question simple, mais elle fait désormais partie de l'agenda politique arménien, et il est donc nécessaire d'aborder ce sujet de manière approfondie, globale et profonde. Il sera important d'écouter les observations et les conseils de nos partenaires de l'UE », a déclaré le chef du gouvernement.

Nikol Pashinyan a souligné l'importance des activités de la Mission civile européenne en Arménie dans le contexte de la garantie de la paix et de la stabilité dans la région. Le Premier ministre a également mis l'accent sur la coopération étroite avec l'UE pour promouvoir plus efficacement les réformes institutionnelles dans notre pays.

Margaritis Schinas a souligné l'intérêt de l'Union européenne à développer des relations avec l'Arménie, à contribuer à la promotion des réformes en Arménie. Dans le même temps, le vice-Président de la Commission européenne a exprimé l'espoir d'une coopération efficace avec le Gouvernement arménien dans le cadre du dialogue sur la libéralisation du régime des visas.

Les interlocuteurs ont également discuté de questions liées à la mise en œuvre des accords conclus lors de la réunion de haut niveau entre le Premier ministre arménien, le Président de la Commission européenne et le Secrétaire d'État américain, qui s'est tenue à Bruxelles le 5 avril de cette année. Les parties ont échangé des vues sur d'autres questions d'importance régionale.

USA

ARMENPRESS

11 septembre 2024

Les États-Unis doublent l'aide à l'Arménie

EREVAN, 11 SEPTEMBRE, ARMENPRESS: Le vice-Premier ministre Mher Grigoryan et le directeur de la mission de l'USAID en Arménie, John Allelo, ont

signé l'amendement à l'accord de subvention entre l'Arménie et les États-Unis, qui fera plus que doubler l'assistance de l'USAID, portant ainsi le seuil de financement de 120 000 000 de dollars à 250 000 000 de dollars.

Le nouvel accord comprendra des secteurs clés tels que la gestion des risques de catastrophes, la cybersécurité, la sécurité alimentaire et énergétique, la coopération régionale et le commerce, les processus démocratiques et le développement économique inclusif.

« Ce qui est important pour l'Arménie, ce n'est pas seulement l'aide financière, mais aussi les valeurs démocratiques qui sont promues grâce à nos programmes conjoints, les idées créatives et la culture d'entreprise développée », a déclaré M. Grigoryan, ajoutant que les projets contribuent à mettre en œuvre des réformes fondamentales et à améliorer la qualité de vie de la population. M. Grigoryan a remercié les États-Unis pour leur soutien à la mise en œuvre de l'ambitieux programme de réformes de l'Arménie.

« Cet amendement témoigne de notre engagement dans notre partenariat avec l'Arménie », a déclaré John Allelo, directeur de la mission de l'USAID en Arménie, selon un communiqué de presse publié par le service de presse du gouvernement.

« En augmentant le volume de notre soutien et en élargissant nos programmes, nous aidons l'Arménie à se développer et à réussir. Notre travail avec le gouvernement et les ministères arméniens est essentiel pour atteindre nos objectifs communs », a-t-il ajouté.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1199568), original at <https://armenpress.am/fr/article/1199568>

Nouvelles d'Arménie Magazine

10 septembre 2024

[COP29 : un sénateur américain appelle l'Azerbaïdjan à libérer des \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

COP29 : un sénateur américain appelle l'Azerbaïdjan à libérer des prisonniers

Le président de la commission des Affaires étrangères au Sénat américain, Ben Cardin, a appelé lundi l'Azerbaïdjan à libérer « ceux qui ont été injustement emprisonnés » avant la tenue de la COP29, qui se déroulera à Bakou du 11 au 22 novembre.

« Si l'Azerbaïdjan veut créer des relations durables avec la communauté euro-atlantique, j'exhorte le président (Ilham) Aliiev à libérer ceux qui ont été injustement emprisonnés, notamment les prisonniers arméniens, ainsi que les activistes ayant manifesté pacifiquement contre l'impact environnemental et social de la mine d'or de Chovdar », a déclaré le sénateur démocrate dans son communiqué.

Il estime en effet qu'« accueillir une conférence internationale majeure comme la COP29 implique que les pays hôtes permettent une discussion franche sur les sujets, ce qui nécessite de reconnaître la liberté d'expression et de rassemblement. L'Azerbaïdjan ne l'a pas fait ».

Ben Cardin appelle notamment à la libération d'une quinzaine de personnes, parmi lesquels sept journalistes indépendants enquêtant sur des affaires de corruption, un ancien député défenseur de l'environnement, un défenseur des droits humains et un économiste.

« J'invite instamment le gouvernement azerbaïdjanais à montrer son attachement à l'amélioration des droits humains en libérant sans délai ces personnes », a insisté le responsable politique américain.

Après la COP28 aux Emirats arabes unis en 2023, la COP29 a de nouveau lieu cette année dans un pays producteur d'énergies fossiles, ce qui gêne les organisations non gouvernementales (ONG) luttant pour la protection de l'environnement, qui y voient un pari risqué.

Selon un rapport du département d'Etat américain pour 2023, l'Azerbaïdjan tire 92% de ses revenus d'exportations de gaz et de pétrole.

Mais au-delà des questions environnementales, plusieurs ONG espèrent voir des critères de respect des droits humains imposés pour les pays organisateurs d'une COP.

En 2023, de rares manifestations dans un village reculé de l'ouest de l'Azerbaïdjan contre la pollution d'une compagnie minière britannique, la mine de Chovdar, s'étaient conclues par des arrestations, selon la presse locale.

Giorgi Gogia, de Human Rights Watch, espère que la communauté internationale profitera de la COP pour faire pression sur l'Azerbaïdjan et obtenir, par exemple, la libération de prisonniers politiques. « Sinon, à quoi cela sert-il ? »

Washington, 9 sept 2024 (AFP) -

IRAN

Nouvelles d'Arménie Magazine

10 septembre 2024

[Les dirigeants arméniens remercient l'Iran de s'opposer au corridor \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les dirigeants arméniens remercient l'Iran de s'opposer au corridor azéri

De hauts responsables arméniens ont remercié l'Iran d'avoir réaffirmé sa ferme opposition aux corridors terrestres traversant l'Arménie, en réponse aux dernières pressions de la Russie en faveur de l'ouverture de telles liaisons de transport entre l'Azerbaïdjan et son enclave du Nakhitchevan.

Téhéran a intensifié ce week-end sa critique de la position de Moscou exprimée par le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de la visite du président Vladimir Poutine à Bakou les 18 et 19 août. M. Lavrov a accusé l'Arménie de « saboter » un accord conclu sous l'égide de la Russie en vue de la construction d'une autoroute et d'une voie ferrée reliant le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan via Syunik, la seule province arménienne limitrophe de l'Iran.

Cette accusation a suscité de vives inquiétudes de la part de l'Iran, qui craint de perdre sa frontière commune avec l'Arménie. Le ministère iranien des affaires étrangères aurait convoqué l'ambassadeur de Russie à Téhéran la semaine dernière pour mettre en garde Moscou contre toute contribution à des « changements géopolitiques » dans la région.

« Nous n'acceptons aucune modification des frontières. Je conseille à la Russie et à l'Azerbaïdjan de respecter ces frontières », a déclaré Ali Nikzad, vice-président du parlement iranien, dans un message publié ce week-end sur X.

« Nous avons fait savoir à plusieurs reprises aux pays de la région que le corridor du Zangezur est une ligne rouge pour l'Iran et que toute modification entraînera une réaction forte et sérieuse », a déclaré Ebrahim Azizi, président de la commission parlementaire de la sécurité nationale et des relations extérieures, à l'agence de presse ISNA.

Un membre du comité iranien, Fadahosseïn Maleki, est allé plus loin, qualifiant le soutien perçu de la Russie à ce corridor de « coup de poignard dans le dos », dans des commentaires adressés à une autre agence de presse iranienne, Tasnim.

« Je suis reconnaissant à l'Iran pour sa préoccupation », a déclaré Alen Simonian, président du parlement arménien, à la presse lundi. « Je les remercie pour leurs déclarations.

« Nous vivons toujours avec l'idée qu'une attaque et des mesures [agressives] sont possibles contre le territoire souverain de l'Arménie », a-t-il ajouté sans donner plus de détails.

Plus tôt dans la journée, l'ambassade d'Iran à Erevan a tweeté que le secrétaire du Conseil de sécurité arménien, Armen Grigorian, avait remercié Téhéran de « soutenir l'intégrité territoriale de l'Arménie » lors d'une réunion avec l'ambassadeur Mehdi Sobhani. L'ambassade a également cité M. Grigorian qui a déclaré qu'« aucune force ne peut rompre le lien territorial entre l'Iran et l'Arménie ».

Le bureau de M. Grigorian n'a pas publié de compte-rendu de la réunion. Entre-temps, le ministre des affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a clairement indiqué que l'Arménie continuait à s'opposer au corridor extraterritorial vers le Nakhitchevan.

« Rien de ce qui implique la création d'un corridor et le transfert de son contrôle à une autre partie n'est discuté », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. « Nous avons dit que pour l'Arménie, la présence de puissances tierces et le contrôle [de ses voies de transit] par des puissances tierces sont hors de question. Mirzoyan a semblé faire allusion aux références de M. Lavrov à un accord de

cessez-le-feu négocié par la Russie qui a mis fin à la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2020. Cet accord stipule que les gardes-frontières russes stationnés à Syunik « contrôleront » la circulation des personnes, des véhicules et des marchandises entre le Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan.

Moscou et Erevan interprètent différemment cette disposition. Les responsables arméniens ont déclaré qu'elle permettait seulement aux Russes de « surveiller » le trafic, plutôt que de l'escorter, et encore moins d'être impliqués dans les contrôles frontaliers. Ils ont également accusé Moscou de fermer les yeux sur le fait que Bakou ne respecte pas d'autres conditions plus importantes de l'accord de trêve.

Le Premier ministre Nikol Pashinian a déclaré le 31 août qu'Erevan était prêt à laisser une société privée étrangère assurer une « sécurité supplémentaire » le long des liaisons de transport envisagées pour le Nakhitchevan. Pour reprendre les termes de M. Mirzoyan, cette société « escorterait les passagers ou les marchandises » et ne remplacerait pas les agents arméniens des frontières et des douanes.

Le ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères a indiqué plus tard dans la journée de lundi qu'un tel arrangement ne satisferait pas Bakou. Un porte-parole du ministère a déclaré que la partie arménienne devait honorer ses « obligations » concernant les liaisons de transport pour le Nakhitchevan.

TURQUIE-AZERBAÏDJAN

Nor Haratch

9 septembre 2024

[L'Arménie remet à la Turquie son projet de restauration du pont d'Ani - Nor Haratch](#)

L'Arménie remet à la Turquie son projet de restauration du pont

d'Ani

Le ministère arménien des Affaires étrangères informe que l'Arménie a remis à la Turquie la version du projet de protocole concernant la mise en œuvre des travaux de restauration du pont historique d'Ani sur la rivière Akhourian.

En février 2024, la Turquie avait déjà remis à Erevan sa version du protocole de la restauration du pont.

Rappelons que le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, avait annoncé à Ankara le 15 février 2023 que l'Arménie et la Turquie restaureront le pont frontalier d'Ani.

Nouvelles d'Arménie Magazine

10 septembre 2024

[Armer l'Arménie pourrait devenir à l'avenir une source de danger non seulement \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Armer l'Arménie pourrait devenir à l'avenir une source de danger non seulement pour l'Azerbaïdjan, mais aussi pour l'ensemble de la région affirme Zakir Hasanov



La poursuite de la politique d'armement de l'Arménie constitue une menace sérieuse pour la stabilité du Caucase du Sud. C'est ce qu'a déclaré le Ministre de la Défense de l'Azerbaïdjan, Zakir Hasanov, à l'issue de la réunion des Ministres de la Défense de l'Azerbaïdjan, de la Turquie et de la Géorgie à Batoumi.

Zakir Hasanov a souligné que l'Azerbaïdjan souhaitait résoudre les problèmes régionaux avec les pays de la région. « *L'armement de l'Arménie à l'avenir pourrait devenir une source de danger non seulement pour l'Azerbaïdjan, mais aussi pour l'ensemble de la région* », a-t-il déclaré.

L'Azerbaïdjan surarmé depuis plusieurs années grâce à la manne des pétrodollars, reproche ainsi à l'Arménie de s'armer pour sa propre sécurité contre les menaces... turco-azéries...

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

10 septembre 2024

[Dans la déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan de 1918, il n'y a aucune \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Dans la déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan de 1918, il n'y a aucune revendication territoriale contre l'Arménie affirme Bakou

Cela n'a aucun sens de faire des parallèles entre les constitutions de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, cela n'apportera aucun résultat. Comme le rapporte Report.az, cette déclaration est réalisée par l'attaché de presse du ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan (MAE), Aykhan Hajizade.

Il a souligné qu'il n'y a aucune revendication territoriale contre l'Arménie dans la Déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan de 1918 et dans la Constitution de

l'Azerbaïdjan sur l'indépendance de 1991. Répondant ainsi aux accusations du Premier ministre Nikol Pachinian qui affirmait que la Constitution de l'Azerbaïdjan contient des éléments liés à des revendications territoriales.

Krikor Amirzayan
